

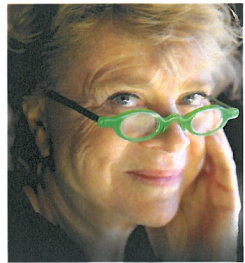
ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE • 1ER TOUR • 22 AVRIL 2012

L'ÉCOLOGIE LE VRAI CHANGEMENT

EDIVAL, Paris - Imprimé sur papier recyclé - Ne pas jeter sur la voie publique - Photos Xavier Cantat

EVA JOLY





MES ENGAGEMENTS POUR LA FRANCE

LES PRIORITÉS DE L'ÉCOLOGIE POUR VIVRE MIEUX

1 PROTÉGER LA PLANÈTE POUR PRÉPARER L'AVENIR

Pour la transition énergétique

Sortir du nucléaire en 20 ans. Faire de la France la championne des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Pour une "règle d'or" climatique

Conditionner toutes les politiques publiques et industrielles à l'objectif de réduction de 30 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020.

Pour un environnement protégé

Adopter une loi d'urgence écologique avec un moratoire : zéro OGM, zéro gaz de schiste, zéro construction d'auto-route ou d'aéroport.

Pour une alimentation de qualité

Développer l'agriculture paysanne. Servir 100 % de bio dans les cantines des écoles de nos enfants. Réduire d'au moins 50 % les pesticides en cinq ans.

Pour une politique de santé et de prévention

S'attaquer aux causes environnementales des maladies (pollutions, bruit, ondes électromagnétiques, etc.). Lutter contre la médecine à deux vitesses et les lobbies pharmaceutiques pour avoir des médicaments moins chers.

Pour une nature préservée

Protéger la biodiversité avec de nouvelles lois sur le littoral, la montagne et les forêts. Développer l'éducation à l'environnement. Modifier le statut juridique de l'animal.

Pour une fiscalité plus juste et plus écologique

Stopper les subventions néfastes pour l'environnement et appliquer le principe "pollueur-payeur". Taxer à 70 % les revenus supérieurs à 500 000 € par an et instaurer un impôt progressif pour les entreprises.

2 CRÉER DES EMPLOIS ET LUTTER CONTRE LA VIE CHÈRE

Pour de nouveaux emplois

Investir dans les secteurs d'avenir (énergies renouvelables, isolation des bâtiments, etc.), pour créer un million d'emplois nouveaux et non délocalisables. Soutenir les TPE-PME et l'économie sociale et solidaire.

Pour un travail de qualité

Lancer un grand plan d'action contre la souffrance au travail et accorder un droit de huit années de formation tout au long de la vie.

Pour en finir avec les délocalisations

Donner aux salariés un droit de reprise prioritaire sur leur entreprise. Instaurer la préférence écologique et sociale aux frontières de l'Europe.

Pour faire baisser les factures

Instaurer une tarification sociale et progressive de l'eau, du gaz et de l'électricité. Organiser un "Grenelle de la consommation" pour favoriser les circuits courts et faire baisser les prix.

Pour un revenu décent pour tous

Rétablir la retraite à 60 ans. Pénaliser le recours aux contrats précaires et aux temps partiels imposés. Augmenter de 50 % les minima sociaux, notamment l'Allocation Adulte Handicapé.

Pour le droit au logement et l'encaissement des loyers

Construire 500 000 logements et en isoler un million par an. Bloquer les loyers pendant trois ans et interdire les expulsions sans solution de relogement.

3 CONSTRUIRE UNE RÉPUBLIQUE EXEMPLAIRE

Pour la VI^{ème} République

Instaurer un régime parlementaire fondé sur le scrutin proportionnel, le respect de la parité, la fin du cumul des mandats et de l'impunité présidentielle. Garantir l'indépendance de la justice et des médias. Donner le droit de vote aux résidents étrangers.

Pour en finir avec la corruption et les lobbies

Renforcer la lutte contre la délinquance financière. Les élus condamnés pour corruption pourront être rendus définitivement inéligibles. Donner la possibilité aux citoyens d'agir collectivement en justice.

Pour une autre politique des drogues

Renforcer la politique de prévention. Légaliser et encadrer la consommation de cannabis afin de combattre les mafias criminelles.

Pour restaurer la sécurité

Restaurer la police de proximité. Décharger les policiers des tâches inutiles. Alourdir les peines pour les crimes racistes, antisémites, sexistes et homophobes.

Pour remettre la banlieue au cœur de la République

Créer un ministère de l'égalité territoriale. Assurer un "bouclier services publics". Désenclaver les quartiers notamment en augmentant l'offre de transports publics.

Pour un pacte de l'égalité avec les outre-mers

Adopter un plan de rattrapage pour le développement solidaire, la continuité territoriale et la lutte contre la vie chère.

4 BÂTIR UNE SOCIÉTÉ OUVERTE ET APAISÉE

Pour l'égalité femmes-hommes

Rendre la contraception et l'IVG gratuites. Pas d'aide publique aux entreprises qui ne respectent pas l'égalité salariale. Instaurer un congé parental respectueux de l'égalité femmes-hommes.

Pour donner un avenir à la jeunesse

Créer une allocation d'autonomie pour les jeunes de 18 à 25 ans. Réguler et mieux rémunérer les stages.

Pour une France des régions

Reconnaître les langues régionales en ratifiant la charte des langues régionales et minoritaires. Renforcer le pouvoir et l'autonomie des régions, et supprimer la réforme des collectivités territoriales.

Pour l'égalité des droits

Donner aux couples de même sexe le droit de se marier et d'adopter un enfant. Garantir un égal accès à la citoyenneté aux personnes en situation de handicap.

Pour une école de l'épanouissement et de la réussite

Recruter et former 20 000 enseignants. Favoriser les innovations pédagogiques et les activités artistiques et culturelles. Réformer la carte scolaire pour assurer la mixité sociale.

Pour une autre politique d'immigration

Adopter une loi de régularisation des sans-papiers. Restaurer le droit d'asile. Supprimer la circulaire Guéant sur les étudiants étrangers.

Pour le droit à la culture

Supprimer HADOPI et légaliser le partage non-marchand sur Internet tout en soutenant la création. Abaisser le taux de TVA sur les livres à 2,1 %. Revaloriser les droits sociaux pour les intermittents du spectacle.

5 CHOISIR L'EUROPE FÉDÉRALE POUR CHANGER LE MONDE

Pour un traité fédéral européen de solidarité, signé à Athènes

Créer un véritable budget européen et mutualiser une partie des dettes des États. Lancer des investissements massifs dans l'économie verte.

Pour lutter contre le pouvoir de la finance

Retirer la licence bancaire aux banques qui opèrent dans les paradis fiscaux. Instaurer une vraie taxe sur les transactions financières en Europe. Séparer les banques de dépôt de leurs activités spéculatives.

Pour que la France donne l'exemple

Les affaires étrangères et la défense ne relèveront plus du domaine réservé du président de la République. En finir avec la Françafrique. Reconnaître immédiatement l'État de Palestine. Augmenter l'aide publique au développement et la porter à 1 % du PIB en cinq ans.

Pour une politique de désarmement nucléaire

Enclencher le désarmement multilatéral en arrêtant le coûteux programme français de modernisation de l'arme nucléaire.

Pour un nouveau système international de paix

Réformer l'ONU en supprimant le droit de veto des pays du Conseil de sécurité. Retirer les troupes françaises d'Afghanistan avant fin 2012.

Des questions sur nos propositions ?
Comment faire une procuration ?
Pour tout renseignement, appelez le

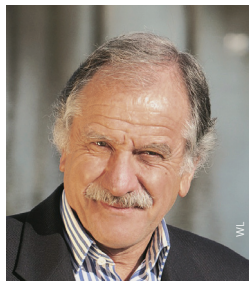
01 53 19 53 33 / 34

evajoly2012.fr

[@evajoly](https://twitter.com/evajoly)

facebook.com/EvaJoly.fr

contact@evajoly.fr



EVA JOLY, LA CANDIDATE DES ÉCOLOGISTES CONSTRUIRE L'AVENIR ENSEMBLE

Citoyennes, citoyens

Madame, monsieur

Notre pays est à la croisée des chemins.

Je suis candidate à l'élection présidentielle pour porter l'espoir d'un renouveau fondé sur la justice et l'écologie.

Toutes les autres solutions ont échoué. Prisonniers du même modèle productiviste, les gouvernements qui se sont succédés depuis trente ans ont tous fait les mêmes erreurs. Obsédés par la seule croissance, ils ont aggravé les inégalités sociales et creusé la dette publique. Ils n'ont pas empêché les écosystèmes de se dégrader et n'ont pas résolu la question du chômage.

L'urgence c'est d'engager tout de suite la transition écologique pour répondre aux grands défis à venir : le dérèglement climatique et les ressources naturelles qui s'épuisent. Nous devons également agir avec force pour davantage de justice sociale et construire une démocratie vigilante face à la corruption et au pouvoir des lobbies. Il faut enfin, face au pouvoir des marchés, bâtir une Europe fédérale et solidaire, capable de nous sortir de la crise.

Contre toutes les violences, je veux aussi que la France soit fidèle au meilleur d'elle même. La République doit être exemplaire face au racisme et à l'antisémitisme. Si l'on ne veut pas que les Français se déchirent et s'opposent les uns aux autres, il faut construire une société apaisée et réconciliée : une société de partage, de modération, de responsabilité et de tolérance. Nous devons tracer une nouvelle voie qui ne laisse personne au bord de la route. Ensemble, nous combattons les extrémismes et nous ferons reculer la haine pour faire avancer la France.

La responsabilité de l'avenir est entre vos mains. Ne laissez pas le pouvoir aux forces du passé. Je suis convaincue que le futur de nos enfants et petits-enfants mérite mieux que le repli, le conservatisme et la peur.

Tout commence par le retour de la vérité et du courage. Je suis une femme d'expérience et de parole : ce que je dis, je le fais. Vous pouvez compter sur moi pour faire respecter les engagements pris par une nouvelle majorité présidentielle.

Alors, le 22 avril, pour l'écologie,
VOTEZ EVA JOLY

*Fidèle m
EJ Joly*



**EVA JOLY :
40 ANS DE COMBATS POUR
LA JUSTICE ET LA PLANÈTE**

Cela fait cinquante ans qu'elle a choisi la France. Elle y a fondé sa famille.

Avant de devenir magistrate, elle a exercé de nombreux métiers : secrétaire, juge des mineurs, juriste dans un hôpital.

Au ministère de l'Économie, elle a agi pour la reconversion industrielle et pour sauver les emplois. Au Pôle financier, elle s'est appliquée à faire respecter la même loi pour tous.

Au cours de l'affaire ELF, elle s'est attaquée aux conflits d'intérêts, à la corruption et à la Françafrique. À l'échelle internationale, elle a poursuivi son action, auprès des gouvernements,

contre les paradis fiscaux et les abus de la finance, notamment lors de la crise islandaise.

Élue en 2009, elle est aujourd'hui présidente de la commission du développement du Parlement européen, où elle se bat contre les accords de libre-échange et pour une coopération solidaire entre le Nord et le Sud.